

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Février 2024



Diversité culturelle

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org



En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

www.mdp.org.bi

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)

afjo2017@yahoo.com

http://www.afjo.org.bi/

https://www.facebook.com/associationburundaisedesfemmesjournalistes/



CHIRO-Burundi

Tél : +257 22404351

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Femmes Artisanes de la Paix (FAP)

faprdc@gmail.com

www.facebook.com/fap.rdc



Projet d' EIRENE Grands Lacs au Burundi :

Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I)

Ville de Gitega, Q. Musinzira (ECOSO)

Avenue de l'Hôpital, N°9

Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Editorial

EIRENE Grands Lacs s'engage en faveur des plus faibles dans la société, dont les droits sont souvent bafoués. L'exclusion engendre la violence alors que l'intégration des groupes défavorisés favorise une paix durable. C'est sous cette devise que notre organisation partenaire « Femmes Artisanes de la Paix (FAP) » d'Uvira (RD Congo) a célébré la Journée Internationale de la paix, le 22 septembre 2023. Réfugiés burundais, victimes d'inondations et déplacés internes étaient conviés pour s'exprimer sur leur situation.

Dans une ambiance festive, la parole a été accordée à ces défavorisés, souvent sans voix. L'administration locale et la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) étaient aussi au rendez-vous. Pour suivre attentivement un programme riche en couleurs, avec notamment une pièce théâtrale et un groupe de musique chargé d'agrémenter la célébration.

L'organisation « Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST) » basée à Bukavu (RD Congo) s'engage aussi en faveur d'un groupe défavorisé : les orpailleurs et les orpailleuses dans l'exploitation artisanale de l'or à Wamuzimu. Avec le consortium « Groupe de Travail Thématique Mines (GTTM) », ils tentent d'amener les entreprises minières internationales à assumer leur responsabilité envers la population locale de la zone aurifère.

« La Maison de la Presse du Burundi (MPB) » et « l'Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO) » accordent également la parole aux couches de la population défavorisées. Ainsi, lors des débats publics radio et des émissions interactives, les Batwa, les jeunes et les femmes rurales sont entre autres conviés. Pour faire valoir leurs desideratas. Ainsi, le projet transversal « Médias, Paix et Genre (MPG) » mis en œuvre par ces deux organisations aborde des questions sensibles, comme la fraude transfrontalière. Et des engagements sont pris surtout par les autorités pour apporter des solutions aux problèmes qui se posent.

L'art, la culture et la paix vont de pair. Notre partenaire « CHIRO-Burundi » a clôturé à Gitega une



caravane culturelle lancée une année auparavant. Un festival culturel a vu la participation des milliers de membres venus de tous les coins du pays. Au programme : une marche pour la paix, des travaux communautaires et un concours culturel. Des groupes de danse, de théâtre et de sport des 08 diocèses catholiques se sont exhibés, avec un programme aussi varié que vivant.

Comme chaque année, EIRENE a réuni, du 13 novembre au 29 novembre 2023 tous ses 05 coordinateurs/coordinatrices à son siège à Neuwied. C'était pour des réflexions annuelles sur la vie des régions et des réflexions prospectives. La rencontre était suivie d'une retraite dans les locaux de Forum Vinzenz Palotti à Vallendar. Elle était pilotée par le département de Coopération Internationale d'EIRENE.

Enfin, pour lier paix et développement, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » mis en œuvre à Gitega en consortium avec « Pain Pour le Monde (PPLM) » et 04 partenaires locaux, encourage la collaboration interreligieuse. Musulmans, catholiques et anglicans travaillent en symbiose pour des activités génératrices de revenus.

EIRENE et ses partenaires des Grands Lacs œuvrent pour une culture de la paix. Nous couvrons différents domaines thématiques en apportant des contributions certes modestes mais utiles pour un développement durable.

Tao Goulah Vairoukoye,
Coordinateur d'EIRENE GL

SOMMAIRE

Une caravane culturelle qui valorise la diversité culturelle

Septime Gashasha, Georges Flora Ngoumou Mveng



4-5

Rencontre des coordinateurs/trices d'EIRENE : améliorer les partenariats

Tao Goulah Vairoukoye



6-7

Les sinistrés veulent des actions concrètes pour une paix durable

Maluxe Malumbe Mmangwa, Dorcas Salima Kabasha, Michael Odhiambo



8-9

La sensibilisation : un remède à la fraude transfrontalière

Agathonique Barakukuza, Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



10-11

Un pacte pour la bonne gouvernance dans le secteur minier

Kladoumadje Nadjaldongar



12-13

Catholiques, Anglicans et Musulmans main dans la main

Live Irakoze, Abraham Shemezimana



14-15

Une caravane culturelle qui valorise la diversité culturelle

Après une année de compétition entre les 8 Diocèses Catholiques du Burundi, CHIRO-Burundi a clôturé samedi 26 août 2023 sa caravane culturelle pour la paix. Les Diocèses de Ngozi et Bujumbura se sont respectivement classés 1er et 2ème, avec chacun une vache à la clé. Les autres Diocèses n'ont pas démérité : chacun a reçu une chèvre. La compétition a davantage renforcé la cohésion sociale et valorisé la diversité culturelle du pays.



Groupe de danse lors du concours culturel

Tambours, danses, accoutrements, chants traditionnels et poèmes s'étaient donné rendez-vous, samedi 26 août 2023 aux terrains du centre Commando de Gitega. Pour retracer l'immense beauté et la richesse de la culture burundaise. C'était à l'occasion de la clôture de la caravane culturelle pour la paix.

Souvent considéré comme une organisation de personnes âgées, CHIRO-Burundi (Mouvement d'Action Catholique) a ainsi prouvé qu'il regorge des talents culturels hors du commun. Ainsi, chaque Diocèse y est allé de sa spécificité culturelle : la danse Akanyarusizi pour Muyinga, « Ikidagazo » (marche sur échasses) pour Bujumbura, Agasimbo k'agasambire pour Bururi, Akanyamusigati pour Bubanza, etc. De quoi susciter l'admiration des autres Diocèses et surtout du jury chargé de coter les numéros et de distribuer les prix !

Après la présentation des numéros en compétition, ce jury composé d'Aumôniers Diocésains a attribué des points aux compétiteurs en fonction du mérite de cha-

cun. « *La différence crée le beau. Au-delà des prix décernés aux équipes en compétition, la caravane a rassemblé une foule immense venue de tous les Diocèses avec des numéros qui montrent la diversité culturelle* », évalue Elysée Hakizimana, Dirigeante diocésaine de Bujumbura. Classé 2ème du palmarès après Ngozi, son Diocèse a également reçu une vache. Pour elle, cette dernière servira à renforcer la cohésion sociale et la solidarité. « *Cette vache servira dans la chaîne de solidarité depuis les régions pastorales jusqu'aux Clubs de paix (structures locales de gestion des conflits)* », promet-elle.

Même les six autres Diocèses ont reçu chacun une chèvre. L'important était moins la valeur du prix que renforcer la cohésion sociale et surtout l'échange culturel entre les régions du pays.

La Prière, le Travail et le Jeu

Les compétitions avaient commencé par les phases éliminatoires depuis les succursales jusqu'au niveau des

Diocèses, en passant par les paroisses et les régions pastorales. Au total, 16 équipes de différentes disciplines culturelles étaient alignées pour la finale.

La caravane avait été lancée en Diocèse Muyinga, le 31 août 2022, sous le thème : « *Tout en étant au service de l'Eglise et notre Patrie, les chiros se mobilisent et s'engagent à être des ambassadeurs de l'amour, de la justice et de la paix en parole et en actes* ». Elle avait pour but de renforcer la cohésion sociale entre les chiros eux-mêmes, entre les chiros et le reste de la communauté mais aussi d'exalter et contempler la richesse de la culture burundaise en vue de promouvoir les valeurs culturelles différentes dans les Diocèses.

Flora Kwizera, cheffe du quartier Rango (Gitega) et représentante de l'administration provinciale lors de la cérémonie de clôture n'a pas tari d'éloges. « *Je voyais les Chiros toujours gais et en tenues semblables à celles des militaires. Ils se disent avec raison soldats de Jésus. Ils le vivent même surtout avec l'empathie envers les personnes vulnérables. D'autres bienfaiteurs pourraient leur emboîter le pas afin de soulager les familles vulnérables, sans abri surtout en cette saison pluvieuse* », a-t-elle martelé lors de son discours.

Ainsi, une veuve rapatriée avec trois enfants du quartier Rango a bénéficié de l'assistance des Chiros. Ces derniers ont participé aux travaux d'intérêt communautaire pour lui fabriquer des briques, le matin du 26 août 2023. Le Dirigeant Diocésain de CHIRO-Burundi au Diocèse Gitega salue cet acte de solidarité qui ne doit pas en rester là. « *Cet acte de bienfaisance s'inscrit dans la devise des chiros : la Prière, le Travail et le Jeu* », explique Téléphore Ndayishimiye. Ce dernier s'engage en outre à mobiliser d'autres bienfaiteurs pour que cette famille ait une maison d'habitation et subviennent aux besoins fondamentaux de ses enfants.

L'amour de Dieu et l'amour du prochain

La caravane culturelle pour la paix a été organisée par le projet « Amahoro II ». Ce dernier est exécuté conjointement par CHIRO-Burundi et EIRENE Grands Lacs dans le cadre du programme régional FeHoPaCo (les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour une Paix juste dans leur Communauté).

A la veille de la cérémonie de clôture de la caravane, des milliers de Chiros venus de tous les coins du pays ont participé à un long défilé depuis « l'Arbre du Centre du Pays » à Gitega jusqu'à la Cathédrale Christ-Roi de Mushasha. Au rythme de la fanfare, jeunes et moins jeunes étaient de la parade, riant, chantant et s'esclaffant. « *Dans ma tendre enfance, je suivais mon père les dimanches. Au fur et à mesure, j'ai pris goût aux rassemblements et aux enseignements de CHIRO-Burundi. Aujourd'hui, CHIRO est ma vie et pour toujours* », se souvient dans la foulée Samuel Barumpozako de la paroisse Mumanira (Archidiocèse de Bujumbura), du haut de ses 70 ans.

Une célébration eucharistique avait suivi. Le Curé de la Paroisse en même temps Aumônier National de CHIRO-Burundi, l'Abbé Méthode Ntahondereye a puisé dans l'Évangile de Saint Mathieu, chapitre 22, versets 34 à 40 pour articuler son homélie sur l'amour de Dieu et l'amour du prochain. « *...Tu aimeras le Seigneur, ton Dieu, de tout ton cœur, de toute ton âme, et de toute ta pensée. (...) Tu aimeras ton prochain comme toi-même* ». Ce qui concorde d'ailleurs avec la charte du mouvement Chiro qui dit que « *Le Chiro est frère/sœur de toute autre personne et l'aime comme il s'aime lui-même* ». Pour le prélat, tout membre Chiro doit être accueillant et lutter contre toute discrimination. Il a invité les Chiros à aimer la culture burundaise et à sauvegarder le patrimoine culturel. Tout développement durable passe par là.

Septime Gashasha, chargé de projet « Amahoro II »
Georges Flora Ngoumou Mveng, ATP d'EIRENE-CHIRO



Travaux communautaires lors de la caravane culturelle

Rencontre des coordinateurs/trices d'EIRENE : améliorer les partenariats

EIRENE est une organisation internationale chrétienne intervenant dans 4 régions au monde, dont le Sahel et les Grands Lacs en Afrique, dans les domaines de paix, de cohésion sociale et de gestion non-violente des conflits. Chaque année, EIRENE réunit tous les coordinateurs et coordinatrices de ses régions d'intervention pour des réflexions annuelles sur la vie des régions et des réflexions prospectives.



Lors de la rencontre des coordinateurs/coordinatrices

Les cinq coordinateurs/coordinatrices d'EIRENE étaient réunis du 13 au 29 novembre 2023 à Neuwied en Allemagne. Parmi eux, il y avait un nouveau coordinateur en raison de la subdivision de la région du Sahel en deux (Niger-Burkina et Mali). A l'agenda de la rencontre figurait en première étape les questions administratives au siège d'EIRENE. Une retraite a été ensuite organisée dans les locaux de Forum Vinzenz Palotti à Vallendar. Le Département de Coopération Internationale (FriKo) a piloté de bout en bout cette rencontre qui a regroupé non seulement les membres du département, mais aussi ceux des finances et de la direction d'EIRENE sous la modération d'une personne externe.

Les participants ont d'abord analysé la question délicate des partenariats sensibles au pouvoir (discrimination et racisme) au niveau de la relation avec des Organisations Partenaires (OP). Cette thématique est apparue avec acuité lors du plénum du processus du changement critique au racisme en février 2023. Les réflexions correspondantes ont été poursuivies lors de l'Assemblée Générale en juin 2023, puis un document conceptuel a été rédigé et des entretiens menés avec toutes les personnes impliquées au sein du département de coopé-

ration internationale (FriKo) et les coordinateurs/trices des régions.

Il est désormais temps de rendre le processus plus concret. Pour ce faire, EIRENE doit réfléchir à son travail avec les OP et à la manière dont il peut être amélioré. C'est pourquoi, le processus de partenariats sensibles au pouvoir se poursuivra selon trois processus parallèles : interne à EIRENE (FriKo), une communication avec les OP et des conseils externes. Pour cela, des responsabilités ont été identifiées. Il est également prévu d'inviter les représentants des OP dans les régions pour échanger sur ce sujet lors de la prochaine rencontre annuelle des coordinateurs /trices en novembre 2024.

Comment mettre fin à un partenariat ?

Lors de la rencontre des coordinateurs/trices 2022, une réflexion avait eu lieu au sujet de la rupture des partenariats à long terme, en raison de l'atteinte des objectifs ou alors de l'inertie de l'OP. La question est revenue lors de la session de 2023. Ici, il faut avant tout savoir quand les objectifs d'une coopération ont effectivement été at-

teints. Et pour résilier un partenariat, il faut également considérer l'ensemble de la coopération dans les différentes phases. Cela suppose de répondre aux questions telles que: Comment doit s'effectuer la communication avant, pendant et après un partenariat ? L'OP sait-elle comment et quand une coopération peut prendre fin, par EIRENE ou par l'OP elle-même ? Concernant les questions de discrimination et racisme : dans quelle mesure la communication est-elle sensible au pouvoir ? Comment, par exemple, les questions de mauvaise utilisation de fonds sont traitées ?

Pour cela, il sera utile de prendre en compte les différences entre les régions et trouver un équilibre entre des décisions rapides dans des contextes aigus et des décisions à long terme, des coopérations en matière de personnel et/ou coopération financière et des questions internes encore ouvertes à considérer comme : « Quel est notre objectif ? », « Que voulons-nous réellement réaliser ? »

« Les valeurs fondamentales d'EIRENE restent la Non-violence, le caractère international, spirituel, sensible au genre, etc. Le travail est fait en collaboration avec des partenaires pour la paix. Il faut percevoir et considérer la dépendance financière et thématique des partenaires qui connaissent les contextes et apportent l'approche optimale au travail. Le travail doit être compatible avec un profil non-violent », devait rappeler, à ce stade la Directrice Générale d'EIRENE, Dr. Anthea Bethge. Pour elle, avec des positions indépendantes, les partenariats sont toujours possibles.

La gestion des crises/safeguarding

La Directrice Générale a également présenté le thème de l'action de crise d'EIRENE et de safeguarding. De manière générale, il s'agit des pratiques de sauvegarde rigoureuse des personnes devant servir à renforcer la confiance du public dans le secteur, ainsi qu'à garantir le maintien du soutien existant en faveur de partenariat et de coopération au développement.

EIRENE travaille dans des situations de crise. Les personnes concernées doivent toujours être protégées. Il existe différentes définitions d'une crise, des phases d'action de crise, des objectifs de l'action en cas de crise (prévention - risques du service de paix ; préparation aux crises ; réponse aux alarmes ; intervention en fonction de la situation ; suivi/guérison) et des principes d'action en cas de crise (attitude et valeurs ; premier point de contact ; gestionnaires de crise et équipe de crise).

Les crises surviennent parfois et nécessitent une action rapide. Le Safeguarding est une mesure institutionnelle sur la manière dont les personnes (particulièrement vulnérables) ou les organisations doivent être protégées. La violence sexuelle doit être considérée comme une crise potentielle, et l'importance de « la confiance » en cas de crise est centrale.

Le comble de l'affaire est qu'il arrive qu'on découvre la gravité réelle de la situation, après coup et quand il n'est presque plus possible d'agir (par exemple la personne ne travaille plus avec ou chez EIRENE ou n'est plus re-



Anthea Bethge, Directrice Générale d'EIRENE

trouvable). Le pouvoir de décision en cas de crise chez EIRENE est généralement par consensus. Un comité de personnes doit être impliqué dans la décision. Mais, la responsabilité incombe à la direction (siège) ou à ses représentants dans les régions. En cas d'urgence, ces derniers peuvent décider par exemple d'une évacuation, sans obligation de consensus.

Lier paix et développement dans les Grands Lacs et au Sahel

Le concept régional « Grands Lacs 2023 » et du Sahel constitue un moment d'échange entre le siège et les coordinations. Il constitue un aperçu sur la région à l'état actuel et une projection commune prospective, en tenant compte du contexte régional développé par les organisations du Service Civil pour la Paix, en présence des membres du Conseil d'Administration de EIRENE. Les coordinateurs présentent leurs régions et les différents défis auxquels ils font face et formulent des propositions prospectives pour les prochaines années. Ces dernières sont débattues en plénière et des recommandations formulées.

Une réflexion commune avec les régions du Sahel et des Grands Lacs a eu lieu sur la nécessité de projets de développement rural et microprojets avec des activités génératrices de revenus. Ici, il est question d'améliorer les conditions de vie des populations locales rurales hors ZFD (Service Civil pour la Paix) autour d'une relation équilibrée entre les domaines de la paix et du « développement ». Les gouvernements dans les régions citées ont de plus en plus les regards sur les projets de développement, dont l'impact est plus direct et visible sur les populations, à côté des projets du ZFD pourtant aussi bien efficaces et nécessaires, mais dont le changement est sur le long terme.

Tao Goulah Vairoukoye
Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

Les sinistrés veulent des actions concrètes pour une paix durable

L'organisation « Femmes Artisanes de la Paix (FAP) » a célébré le 22 septembre 2023 la Journée Internationale de la Paix, édition 2023 dans le Territoire d'Uvira, en partenariat avec EIRENE Grands Lacs. Cette journée marquée surtout par des chants, danses et discours a été l'occasion de dénoncer les obstacles à la paix et plaider auprès des autorités et organisations humanitaires pour des actions concrètes en faveur d'une paix durable.



Réfugiés burundais en train de chanter et danser

Les communautés représentées à la célébration de la Journée Internationale de la Paix ont saisi l'occasion pour présenter au public les problèmes auxquels ils font face et proposer des solutions. « FAP devrait accélérer son plaidoyer pour le retour effectif de la paix dans les Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira. Cela nous permettrait de rentrer dans nos villages respectifs. Certains de nos enfants étant déjà inscrits à l'école, nous pouvons les laisser terminer l'année scolaire. Mais nous les parents, nous pouvons rentrer. Il nous faut également trouver un moyen d'encadrer nos femmes sur la création des activités génératrices de revenus pour nous permettre de survivre, en attendant de retourner dans nos villages. », a réclamé le chargé d'administration de déplacés internes, James Swedi.

Pour le représentant des réfugiés burundais à Uvira, la paix durable est leur souci numéro un. Et cette paix ne peut s'obtenir sans l'encadrement des enfants et le respect mutuel entre réfugiés et résidents. « Nos enfants sillonnent les rues d'Uvira, par manque d'encadrement. Et puis, au-delà de la célébration de la Journée Internatio-

nale de la Paix, il faut organiser des ateliers de conciliation entre les réfugiés burundais et les résidents congolais sur le respect mutuel et la considération de l'autre. Les réfugiés burundais sont accusés à tort d'être des voleurs, des meurtriers, etc. », explique-t-il.

Des victimes des intempéries oubliées

Les sinistrés des inondations ont, pour leur part lancé un cri d'alarme : « La Mairie est venue nous distribuer de la nourriture, une seule fois. Et presque cinq ans après, nous n'avons bénéficié d'aucun autre appui d'une organisation locale ni internationale. Même la Mairie nous a oubliés. Nous réclamons aussi qu'on nous déménage vers un autre endroit approprié. Pour le reste, nous allons nous débrouiller. Ici quand il pleut c'est l'enfer. Nous passons la nuit debout car les tentes sont en très mauvais état », regrette Akilimali Murungwa, représentant des sinistrés.

Ces sinistrés sont confrontés à des défis majeurs notamment la perte des biens, la destruction des maisons et la

séparation des familles. Quant aux déplacés internes, ils font face à la pauvreté, l'exclusion sociale et la violence. Les réfugiés burundais, eux ont quitté leur pays suite aux conflits civils, la persécution ou d'autres violations des droits humains. « J'ai fui mon village à cause des conflits. Je suis arrivé à Uvira avec ma femme et nos huit enfants après un long voyage à pieds. La Journée Internationale de la Paix a été pour moi une occasion de me sentir à nouveau vivant. J'ai rencontré d'autres hommes, femmes et enfants ayant vécu le même calvaire que nous. Nous avons échangé sur nos expériences respectives et trouvé un soutien mutuel. Que pareilles occasions se multiplient ! », indique Claude Ruakira Maseruka, président des déplacés internes en Ville et Territoire d'Uvira.

Pour une meilleure prise en charge des sinistrés

Les délégués de la société civile ont souligné le rôle de cette dernière dans la prise en charge des sinistrés, dé-



L'actrice Claudine Mbirize lors du théâtre participatif

placés internes et réfugiés burundais dans le territoire d'Uvira « A notre niveau, nous faisons la sensibilisation sur la prévention des maladies hydriques. Nous menons également un plaidoyer auprès des autorités et organisations internationales pour la prise en charge », explique Yves Ramadhani, vice-président de la société civile. Il regrette que les autorités locales ne fassent rien en faveur des victimes des inondations malgré leur plaidoyer. Mais, il reconnaît que le CICR est déjà intervenu en construisant des maisons pour certains d'entre eux. « Pour les réfugiés et les déplacés internes, à la suite de notre plaidoyer, des organisations leur viennent en aide, entre autres AIDES, INTERSOS, AVSI, CNR et HCR. Nous déplorons tout de même que le centre de transit garde les réfugiés pendant beaucoup de temps. Et les enfants réfugiés quittent le centre pour mendier dans les rues », a-t-il insisté, appelant à une solution urgente.

Le délégué du Conseil National des Réfugiés (CNR, structure de l'Etat chargée des réfugiés) a indiqué que ce conseil offre une protection administrative et judiciaire. « C'est-à-dire l'acquisition des certificats de naissance pour les enfants réfugiés nés en exil, les cartes de réfugiés et autres documents administratifs », explique le délégué de CNR qui garde l'anonymat. En cas de nécessité, le CNR saisit également la justice pour faire respecter les droits des réfugiés. « En plus, nous leur apportons une assistance en vivres et en non vivres dans les centres de transit et camps. Et pour y arriver, nous collaborons avec des ONG internationales comme AIDES (médicaments, restauration et hébergement), ADES (eau, assainissement et hygiène) et le HCR », a-t-il conclu.

Les femmes, les hommes, les jeunes, les sinistrés, les personnes déplacées internes et réfugiés sont des acteurs importants de la paix. La célébration de la Journée Internationale de la Paix dans le Territoire d'Uvira a eu le mérite de le démontrer. Ils ont besoin de soutiens multiples pour consolider cette paix. Ces catégories de personnes sont souvent oubliées par le reste de la communauté. Mais, elles auront montré à la face du monde que la paix est possible et qu'elle se fête, même dans des situations difficiles.

Maluxe Malumbe Mmangwa, Chef du projet « Tuvumiliane »

Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP

Michael Odhiambo, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-FAP

La Journée Internationale de la Paix

La Journée Internationale de la Paix a été instituée en 1981 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Deux décennies plus tard, en 2001, l'Assemblée Générale a voté à l'unanimité la désignation de cette journée comme période de non-violence et de cessez-le-feu.

Le thème de l'édition 2023 de cette journée est : « Action en faveur de la paix : nos ambitions pour les Objectifs Mondiaux ». C'est un appel à l'action qui reconnaît la responsabilité individuelle et collective de chacun dans la promotion de la paix. Laquelle promotion contribue à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), afin de créer une culture de la paix pour tous. Les ODD visent à rapprocher les personnes des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, exemptes de peur et de violence.

La sensibilisation : un remède à la fraude transfrontalière

L'information et la communication sur l'importance de s'acquitter des impôts et taxes pour chaque citoyen ainsi que l'actualisation et le respect des codes et lois en matière de commerce figurent parmi les principaux remèdes contre la fraude transfrontalière. Ces remèdes ont été proposés par les participants à un débat public animé et diffusé en direct sur radio Isanganiro à partir de Muyinga (nord du Burundi), le 15 décembre 2023.

Célestin Hagenimana est un ancien fraudeur reconverti. Il opérait via le poste frontalier de Kobero (Muyinga). Venu participer au débat public radio au Chef-Lieu de la province Muyinga, il témoigne à découvert. De quoi attirer la curiosité des autres invités, issus d'horizons socio-professionnels variés. « Je croyais m'enrichir rapidement. Au contraire, je me suis appauvri car je devais chaque fois corrompre tous ceux qui pouvaient m'attraper ou me dénoncer. En plus, j'ai attrapé l'hypertension artérielle, suite au stress permanent et à une peur pathologique », dit-il. « Depuis que j'ai abandonné, mon état de santé s'est amélioré, celui de ma poche aussi », ajoute-t-il. Il déconseille cette pratique qui saigne le budget de l'Etat. La fraude transfrontalière constitue une infraction, avec de lourdes conséquences économiques, sociales et sécuritaires. Ces dernières affectent les individus et créent des conflits dans la communauté.

L'administration provinciale de Muyinga sensibilise régulièrement les administratifs à la base, à suivre de près et lutter contre la fraude transfrontalière, selon le conseiller sociopolitique du gouverneur de Muyinga, Pierre Célestin Mbonihankuye. « Nous continuons à les sensibiliser et travailler en synergie avec les comités collinaires de paix », a-t-il confirmé. L'Association des Femmes d'Affaires du Burundi (AFAB) et l'Association des Commerçants Transfrontaliers du Burundi (ACTF-Bu) recommandent également la sensibilisation des différentes parties prenantes du domaine du commerce transfrontalier. Elles se déclarent engagées dans la mobilisation des commerçants en général et des membres de leurs associations en particulier, à l'exercice d'un commerce légal et professionnel.

Les consommateurs devraient, selon Innocent Muke-rangabo, consommateur de la Commune Muyinga, refuser toute complicité avec les fraudeurs et s'assurer que les produits qu'ils achètent remplissent les normes légales et les normes de qualité, « Il m'est arrivé de refuser de remettre au commerçant une vignette fiscale qui se trouvait sur le pagne que je venais d'acheter, parce que je savais qu'il voulait l'utiliser sur des pagnes qu'il importait frauduleusement de la Tanzanie » a-t-il témoigné.



Célestin Hagenimana lors du débat public radio

La fraude transfrontalière existe à Muyinga et à Gatumba

D'après Maître Elu Ronald Mboniza, juriste et expert en commerce international, paneliste du débat, dès qu'il y a fraude, c'est qu'il s'agit d'un commerce illégal. « Certaines dispositions légales en matière de commerce datent de bien longtemps et méritent d'être actualisées », suggère-t-il. Des consommateurs du chef-lieu de la province Muyinga frontalière avec la Tanzanie, indiquent qu'il s'observe encore ici et là des marchandises qui traversent frauduleusement la frontière.

Gloriose Muhorakeye, membre de l'AFAB confirme l'existence des cas de fraude transfrontalière à Muyinga, tout en précisant que les auteurs sont punis sévèrement, une fois attrapés. Les produits concernés par la fraude transfrontalière sont notamment les pagnes, les vins, des denrées alimentaires, des pièces de rechanges des véhicules. Lorsque ces marchandises sont saisies, leurs propriétaires et transporteurs sont appréhendés



A la frontière de Kobero

et conduits devant les instances habilitées pour subir les sanctions prévues par la loi. Les consommateurs qui se sont exprimés soulignent que l'ampleur du phénomène de fraude transfrontalière diminue progressivement depuis l'appel lancé par le chef de l'Etat burundais Evariste Ndayishimiye en octobre 2023, à lutter contre toute forme de fraude.

Côté Gatumba (Ouest) à la frontière avec la RD Congo, les commerçants congolais ne décolèrent pas. K.M s'approvisionne en pièces de rechange pour moto et vélo au Burundi. Il les revend ensuite à Misisi, en Territoire de Fizi. « Si vous avez oublié la facture d'un colis, il faut coopérer avec les douaniers burundais, « ouvrir la main » (corrompre). Sinon, vous ne pouvez pas travailler. Un jour, les maisons de change étaient fermées au Burundi, ils m'ont demandé un document de banque montrant que j'ai retiré ou changé au taux du gouvernement. J'ai dû y passer toute la journée. Mais, lorsque j'ai « ouvert la main », l'affaire était réglée », se souvient-il. Pour lui, les douaniers burundais exagèrent la fraude fait partie de leur quotidien.

M.K, elle tient une quincaillerie près d'Uvira. Pour elle, les douaniers burundais ont fini par prendre les habitudes de leurs collègues congolais. « Lorsque les documents du véhicule ne sont pas à jour ou si le chauffeur n'est pas en ordre, on vous laisse passer moyennant un petit geste. J'en sais plus long car je transporte mes articles dans un camion », explique-t-elle.

Une source d'insécurité pour les fraudeurs et les consommateurs

« Quand je pratiquais encore la fraude transfrontalière, se souvient Célestin Hagenimana, je transportais mes marchandises la nuit, sur des sentiers inconnus, avec tous les risques que cela comporte ». Il explique avoir vécu une insécurité permanente. Lorsqu'il soupçonnait que quelqu'un peut le dénoncer, il le corrompait avec une somme d'argent et ce dernier gardait le secret. Mais cela ne fonctionnait pas toujours. « Un jour j'ai croisé la police

en patrouille, au moment où je m'apprêtais à traverser la frontière. Il faisait nuit. J'ai pris le large et disparu dans la forêt. J'y ai passé la nuit, à la merci des bêtes et des malfaiteurs de tous ordres », indique-t-il. Depuis ce jour, il a coupé court avec cette pratique. Pour ne pas continuer à se faire ruiner par les pots de vins et à s'exposer à l'insécurité permanente.

En ce qui concerne la sécurité des consommateurs, explique Maître Elu Ronald Mboniza, « la qualité des marchandises importées doit être vérifiée par les services habilités. Or, lorsque les marchandises comme des denrées alimentaires, des médicaments, du matériel de construction,...entrent frauduleusement dans le pays, ils échappent au contrôle de la qualité et du coup, peuvent causer des préjudices énormes aux consommateurs ».

Une perte pour l'Etat, une source de conflits pour la communauté

Pour le conseiller sociopolitique du gouverneur de Muyinga, le commerce frauduleux occasionne des pertes énormes pour l'Etat, du moment que ses ressources proviennent principalement des impôts et taxes. « Quand les commerçants fraudent au lieu de s'acquitter de leurs impôts et taxes, les fonds de l'Etat risquent de s'épuiser avant qu'il ne réalise ses engagements. Les Programmes comme la gratuité des soins de santé des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans peuvent être perturbés et leurs bénéficiaires, affectés », explique-t-il. Lorsque ce commerce concerne des produits qui traversent la frontière vers l'étranger, renchérit Maître Elu Ronald Mboniza, les ménages risquent de tout vendre avant les prochaines récoltes. Ce qui provoque une insécurité alimentaire et des phénomènes comme l'abandon scolaire et la dislocation des familles.

Comme les fraudeurs ne paient pas toutes les charges, ils ont la possibilité de casser les prix pratiqués par les commerçants qui ont payé les taxes et impôts requis. Ainsi, ils vont concurrencer ces derniers, mais aussi il va naître un conflit entre les consommateurs et les commerçants non fraudeurs : ces derniers seront indexés comme des gens qui cherchent un profit exagéré, étant donné que leurs prix sont plus élevés que ceux des fraudeurs. En plus, ajoute Célestin Mbonihankuye, une fois le fraudeur attrapé, il en veut à son voisinage ou à ses collègues, pensant que ce sont eux qui l'ont dénoncé. « Quand je réalisais que j'ai été dénoncé, indique Saidi Miburo, lui aussi ancien fraudeur, j'étais en conflit avec les confrères commerçants qui payaient les impôts et taxes. Comme je gagnais beaucoup au moment où eux n'avaient presque pas de clients, je les soupçonnais de m'avoir dénoncé ».

Au cours de la dernière célébration de la journée nationale du contribuable, le 5 décembre 2023, le président Ndayishimiye s'est engagé à lutter contre tout ce qui fait régresser l'économie nationale, y compris la fraude. Un travail de longue haleine !

Agathonique Barakukuza, Chargée de Projet « MPG /AFJO»
Anaclet Hakizimana, Chargé de Projet « MPG /MPB»
Claus Schrowange, ATP d'EIRENE-MPB-AFJO

Un pacte pour la bonne gouvernance dans le secteur minier

L'organisation Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST) apporte un soutien à la plateforme de la société civile du Sud Kivu, le Groupe de Travail Thématique Mines (GTT Mines) basée à Bukavu. Les deux travaillent ensemble pour rendre justice aux personnes défavorisées dans les zones d'exploitation aurifère du Sud Kivu. Une lutte contre des sociétés minières internationales qui semblent toutes-puissantes.



Usine de Twangiza Mining à Luhwindja

Des compagnies minières tenues essentiellement par des chinois contournent la législation en matière d'artisanat minier et pillent la Chefferie de Wamuzimu, au Sud-Kivu. En plus, elles détruisent l'environnement et les moyens de subsistance des communautés, en s'appuyant sur certaines élites congolaises.

Ainsi, l'exploitation de l'or qui aurait dû apporter paix et développement grâce à la construction des infrastructures pour améliorer la qualité de vie et la sécurité est devenue synonyme d'insécurité, de remise en cause de la cohésion sociale. Conscients du risque, les exploitants miniers se font protéger par des entreprises de sécurité privée et par certains éléments des forces régulières.

Devant cette situation, le Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST) et le Groupe de Travail Thématique Mines (GTT Mines) mutualisent leurs efforts pour protéger les communautés. Un combat de David contre Goliath.

BEST est une organisation de la société civile œuvrant depuis 1988 pour les droits humains et la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles. L'organisation s'engage aux côtés des communautés locales et développe avec elles des initiatives visant le changement de leur qualité de vie. Elle intervient au niveau provincial,

national et international pour attirer l'attention du monde sur les injustices insupportables que vivent les communautés et tenter d'obtenir un partage plus équitable des revenus de chaînes de valeur.

Des ressources minières pour la paix

Au lieu d'être des facteurs de troubles et de crises, les ressources minières peuvent être porteuses de paix et de développement durable pour les communautés. BEST y croit fermement. L'organisation est persuadée que la clé de la transformation est à rechercher dans des stratégies de conscientisation inspirée de la pédagogie des opprimés dont l'objectif est de donner aux communautés les moyens de changer leur situation et de contribuer à la création d'une société équitable. BEST essaye de créer une masse critique des citoyens. Ainsi, ces derniers sont capables de se positionner au niveau local comme levier de la promotion des droits humains et du développement politique, social et économique. Cela permet aussi de préparer les responsables à l'acceptation des nouveaux rapports de force consécutifs à la prise de conscience des citoyens.

BEST sait que ce parcours est long et les défis trop grands pour qu'une organisation les affronte efficacement.



Orpailleurs à Wamuzimu

C'est ainsi qu'il intègre le GTT Mines dans ses actions engageant ainsi plusieurs organisations dans une synergie pour plus d'impact.

Agir en synergie pour plus d'efficacité

Le GTT Mines quadrille la province par un dispositif puissant de monitoring et de plaidoyer. Son implication dans le Comité Provincial de Suivi (CPS) structure tripartite (organisations de la société civile, entreprises et Etat) permet d'influer sur la gouvernance du secteur.

Sa capacité de mobilisation et de production de l'information est très appréciée « *Ils sont les yeux et les oreilles du CPS* » assure le coordonnateur du CPS Maître Didier Shamamba N'Tabenga. Ce dernier ne tarit pas d'éloges. « *Nous travaillons pour le respect du Code Minier et procédons par alertes, dénonciations et plaidoyers* » explique, de son côté Blaise Bubala, Team leader en insistant sur l'intégrité et la transparence du groupe malgré les menaces et tentatives de corruption.

Proche des communautés, il collecte des évidences sur les violations des droits humains, les nuisances à l'environ-

nement. « *Nous disposons des informations fiables pour lancer nos alertes, dénoncer ou alimenter nos plaidoyers* » poursuit le Team leader. Philémon Chikuru, rapporteur du groupe et du CPS ajoute : « *Nous ne faisons pas ce travail pour les communautés mais avec elles afin qu'elles puissent apprendre elles-mêmes à se prendre en main* ». Félicien Myaka, Président de la société civile de Kitutu et du Conseil d'Administration de l'Association pour la Défense des Droits des Victimes Actions des Entreprises Minières de Mwenga (ADVEM) abonde dans le même sens : « *Grace aux membres du GTT Mines (BEST, Réseau d'Innovation Organisationnelle, Observatoire Gouvernance et Paix, etc.) nous connaissons le Code Minier. Ils relayent, accompagnent et amplifient notre plaidoyer* », dit-il. En renforçant les capacités des communautés, ils agissent dans une complémentarité constructive.

Sachant qu'une gouvernance acceptable est un préalable pour attirer les financements nécessaires au développement d'un secteur minier maîtrisé par les congolais pour les congolais, BEST et le GTT Mines conjuguent leurs forces pour une gouvernance minière durable.

Kladoumadje Nadjaldongar, ATP d'EIRENE-BEST (2021-2023)

BEST et GTT Mines : cheminer vers un même objectif

La naissance des GTT Mines correspond à la volonté de traduire dans les faits les recommandations de la déclaration de Paris de 2005 demandant de créer un cadre pour impliquer les organisations de la société civile aux efforts pour l'efficacité de l'aide publique au développement.

La constitution du GTT Mines Sud-Kivu remonte à l'époque du Père Didier de Failly, ancien Directeur du BEST, qui a en 2011 juste après la levée de la mesure de suspension des activités minières artisanales dans zones des conflits et à haut risque à l'Est de la RD Congo su fédérer l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP), le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP) et l'Action pour la Promotion et la Défense des Personnes Défavorisées (APRODEPED) créant le premier noyau du GTT Mines qui s'est élargi après. Le GTT Mines a été soutenu par divers projets dont OGP/EIRENE, BEST/MISEREOR, BEST/CORDAID, BEST/NCA et BEST/EIRENE.

GTT Mines Sud-Kivu fédère aujourd'hui 53 Organisations de la Société Civile qui contribuent au renforcement de l'efficacité de l'action gouvernementale dans le secteur. Il est membre et rapporteur du CPS/ Sud Kivu aux côtés de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et du Ministère des Mines.

Catholiques, Anglicans et Musulmans main dans la main

Le projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I) réunit à Gitega quatre organisations, dont deux de l'église catholique, une de l'église anglicane et une organisation musulmane. Ensemble, elles réalisent des activités génératrices de revenus avec de petites associations qui ont une vingtaine de membres chacune. C'est un projet économique qui renforce aussi la cohésion sociale.

Angélique Uwingabire est point focal de l'Organisation de Développement pour l'Archidiocèse de Gitega - Caritas (ODAG - Caritas) : « J'avais l'habitude d'ignorer les musulmans. Je les craignais ainsi que leur mosquée. Mais, lorsque j'ai commencé à travailler avec le projet FAIR et que je les ai côtoyés, j'ai vu qu'ils étaient différents de ce que je m'étais imaginé. Ce sont des gens intègres et il y en a même qui peuvent être considérés comme des modèles. Les femmes musulmanes de Mutaho me plaisent de par leur comportement exemplaire », fait-elle remarquer.

Mais, elle n'est pas la seule à avoir changé radicalement. Rosette Dusabumukama, membre de l'association « Hindukira Wibaze » de Gishubi encadrée par ODAG-Caritas a vécu une expérience pareille.

Finis les clivages entre catholiques et protestants

L'Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH) est parmi les quatre organisations partenaires du projet FAIR. Prosper Niyomwungere est membre d'une de leurs associations, l'association « Graines de Paix du Burundi (GPBU) ». Il avoue : « Au début, lorsque AICNDH a identifié notre association, après avoir dit aux membres de notre organisation que nous allions travailler dans un projet avec des Chrétiens, ils étaient très réticents ».

La méfiance qui existait entre les Catholiques et les Protestants s'estompe progressivement. Ainsi, Hélène Kanka explique que les préjugés existent même entre les Catholiques et les Protestants. Elle est membre de l'association « Ikangure Dushigikirane » de l'Eglise Anglicane du Burundi à Mutoyi dans le Diocèse de Gitega (EAB/Gitega) : « Dans notre communauté, il y avait la méfiance entre les protestants et les catholiques. Les catholiques traitaient les protestants de « dissidents » et les protestants traitaient les catholiques de gens qui ne sont pas « nés de nouveau ».

Les autorités se frottent les mains

Pour Révérend Jean Berchmans Ndayishimiye, point focal de l'organisation partenaire Eglise Anglicane du Burundi, diocèse de Gitega (EAB/Gitega), « Le projet FAIR



Coopération entre Chrétiens et Musulmans

ne discrimine personne, quelles que soient sa religion, son origine ou autre identité et les parties prenantes en sont très fières ».

Téléphore Ndayishimiye, représentant de l'organisation partenaire CHIRO-Burundi de l'Archidiocèse de Gitega et point focal du comité de pilotage au projet FAIR confirme le changement d'attitudes et de comportements : « Quand nous avons commencé les différents ateliers de renforcement des capacités des membres et les différentes visites d'échanges d'expériences, la cohésion a été renforcée de manière exemplaire », dit-il.

Emmanuel Ntakarutimana, Chef de colline de Mutaho a observé les associations sur sa colline : « Nous sommes au courant des activités des femmes musulmanes des deux associations d'AICNDH sur la colline Mutaho, même au niveau communal. Ces activités aident aussi les démunis, ce que nous saluons fort à leur endroit. Ce qui est remarquable aussi, c'est qu'elles donnent une aide aux non musulmans en leur fournissant des vivres et leur ont même acheté des Cartes d'Assurance Maladies (CAM) à quelques défavorisés de la commune qui ne sont pas nécessairement musulmans », témoigne cet administratif à la base. Plus qu'un projet de développement, FAIR crée le lien entre la paix et le pain.

Live Irakoze, Chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR
Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR (2019 - 2023)



EIRENE Grands Lacs et ses Partenaires

Le service chrétien international pour la Paix EIRENE est engagé pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs depuis 2007. Il a entamé en octobre 2021 son nouveau programme régional « Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo) », d'une durée de trois ans. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec quatre organisations du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de trois organisations du Burundi : L' Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi (MPB) ainsi qu' une organisation de la RDC (Sud-Kivu) : Femmes Artisanas de Paix (FAP).

Le partenariat avec CHIRO-Burundi se fait à travers le projet « Amahoro II » et celui avec FAP à travers le projet « Tuvumiliane (tolérons-nous les uns les autres) ». Avec AFJO et MPB, EIRENE met en œuvre le projet transversal « Médias, Paix et Genre (MPG) ».

A part le programme FeHoPaCo, EIRENE Grands Lacs et Pain Pour Le Monde (PPLM) mettent en œuvre avec 04 partenaires locaux de Gitega le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I) » pour lier les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

Quand la nature nous fait des coups
Les rapatriés, face à une nouvelle vie!

Les Batwa, les oubliés chez eux

Misisi – Quand l’or fait des misérables

EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs

L’or et la misère – La lutte d’ONG pour la justice

Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l’Humanité

CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement